

RUSSIE

Les médias régionaux victimes des luttes de pouvoir : l'exemple de Penza



Enquête : Alexandre Lévy

Octobre 2002

Des informations en provenance de la région de Penza (au sud de Moscou, dans la partie européenne de la Russie) ont fait état durant tout le mois de septembre d'une vague de violences sans précédent contre des journalistes : un assassinat, sept agressions (dont cinq au sein d'une même rédaction), un enlèvement... Rendus publics dans les « digest » hebdomadaires de l'organisation russe Fondation pour la défense de la Glasnost (FDG), ces faits ont également fait l'objet d'une lettre, datée du 27 septembre 2002, de Reporters sans frontières au procureur général de Russie, Vladimir Oustinov, lui demandant de « tout mettre en œuvre pour que les responsables soient retrouvés et traduits en justice ».

La gravité des faits exposés, l'absence de réponse des autorités et la difficulté d'obtenir davantage d'informations de Penza ont conduit les deux organisations à se rendre sur place afin d'enquêter. Alexeï Simonov, président du FDG, Ruslan Gorévoï, responsable du service d'information, et Vlad Bykov, juriste de l'organisation russe, ainsi qu'un enquêteur de Reporters sans frontières ont mené une série d'entretiens, du 14 au 17 octobre, avec des représentants des médias et des officiels avant de conclure leur séjour à Penza par une conférence de presse réunissant une trentaine de journalistes locaux.

Contexte général

Comme dans la quasi-totalité des « oblast » russes (la Fédération de Russie compte 86 « sujets » : régions, « régions autonomes » et républiques), la région de Penza est le théâtre d'une violente confrontation politique entre le maire de sa principale ville (Penza), Alexandre Kalachnikov, et son gouverneur, Vassili Botchkarev, l'équivalent français du préfet. Pouvoirs municipal et régional se disputent ainsi les subventions fédérales (et parfois internationales) et les dividendes de la privatisation des entreprises locales sous l'œil du représentant spécial du Kremlin, « l'inspecteur fédéral », un poste créé par le président Vladimir Poutine pour renforcer l'emprise du Kremlin sur l'immense territoire russe. « L'inspecteur », à la différence du maire et du gouverneur qui sont élus par suffrage universel, est nommé directement par le Président à qui il rend compte de son activité et des événements survenus dans « sa » région.

Dans le cas de Penza, les élections législatives d'avril 2002 ont été remportées par le gouverneur actuel soutenu par le parti Edinstvo de Vladimir Poutine, au détriment du candidat du Parti communiste, le député moscovite Victor Ilioukhine, soutenu localement par une large coalition réunissant des partisans du maire, des communistes et des « libéraux ».

La campagne électorale, comme il est désormais de coutume dans les régions russes, se déroule par l'intermédiaire de médias inféodés aux différents candidats qui deviennent de redoutables outils de propagande. On y chante les louanges de « son » candidat et on s'acharne à publier des « matériaux compromettants » (les « kompromat »), souvent d'origine douteuse, sur son adversaire. A Penza, comme ailleurs dans le pays, l'information souffre alors du manque total de sources indépendantes ou d'organes de presse objectifs. Les médias appartenant à la municipalité défendent ainsi le maire; ceux de la région, le gouverneur sortant. Les candidats peuvent également s'adjoindre le soutien des éditions locales des médias nationaux contre rémunération financière.

Le rapport de forces médiatique actuel à Penza est hérité de la période électorale. Le gouverneur contrôle toujours, outre la seule chaîne de télévision régionale, le quotidien *Penzenskaïa Pravda*, dont le rédacteur en chef est son ancien attaché de presse, et reçoit le soutien implicite de l'édition régionale du quotidien à grand tirage moscovite *Moskovski Komsomolets*. Le maire contrôle, de son côté, le journal municipal *Nasha Penza, Vechernaïa*

Penza et reçoit le soutien d'un petit journal proche du Parti communiste, *Lioubimy Gorod* (Ma ville préférée).

A l'exception de l'agression de l'ancien journaliste Alexandre Kizlov qui apparaît comme un électron libre sur la scène politique de Penza, toutes les autres victimes de cette vague de violences appartiennent à ces publications partisans. Ainsi, chacune d'entre elles considère les violences dont ont été victimes ses collaborateurs comme de flagrantes « atteintes à leur liberté d'expression » mais qualifie celles de ses concurrentes comme des « agressions d'opérette » ou des actes motivés pour des raisons tout autres que professionnelles...

Meurtre d'Igor Salikov

L'événement le plus grave lié à la presse de Penza est indiscutablement le meurtre d'Igor Salikov, chef du service de sécurité de l'édition régionale (hebdomadaire) de *Moskovski Komsomolets (MK v Penze)*, le 19 septembre, tard dans la soirée. Ce dernier a été abordé par deux personnes et tué par balles devant son domicile situé dans les environs de Penza, alors qu'il descendait de voiture accompagné de son épouse. Malgré l'ouverture, dès le lendemain de son assassinat, d'une enquête pour meurtre, ses agresseurs n'ont toujours pas été arrêtés.

Pour la direction de *MK*, il existe un lien direct entre les publications du journal et l'assassinat de leur collaborateur. Dans son édition du 26 septembre, le journal rend longuement hommage à Salikov dans les pages produites par son équipe de Penza. Mihail Elisseev, le chef des enquêtes de *MK* à Penza, y déplore la perte d'un « collègue », « celui à qui nous avons confié notre propre sécurité et celle de nos familles ». Il s'en prend violemment à ceux qui, comme leurs collègues des publications proches du maire, les suspectent de vouloir se « faire de la pub » grâce à ce meurtre. En lisant ces pages, le lecteur est persuadé que le commanditaire de cet assassinat n'est autre que le maire de la ville. Les responsables de *MK v Penze* rappellent aussi que le journal avait publié, courant septembre et en deux fois, une longue enquête intitulée « La place du voleur est en prison » accusant le maire d'avoir détourné une importante partie du budget fédéral consacré au chauffage de la ville. Salikov aurait fait les frais de cette révélation, d'autant plus que c'est par lui précisément qu'auraient transité les documents « compromettants » dans cette affaire, affirme la direction du journal à Penza.

Cette analyse n'est absolument pas partagée par les représentants de la presse proche du maire qui rappellent qu'Igor Salikov était surtout connu pour son appartenance à un puissant groupe mafieux basé dans la région voisine de Saransk. Son rôle au sein du journal aurait consisté à protéger *MK v Penze* du racket et des pressions du milieu local. Selon cette version, Salikov aurait précisément été victime d'un règlement de comptes entre groupes mafieux en concurrence dans la région. Plusieurs journalistes, y compris des anciens collaborateurs de *MK v Penze* passés dans l'opposition, soutiennent cette version qui exclut totalement la possibilité que Salikov aurait pu être tué à cause des articles de *MK*, « un journal qu'il ne lisait même pas ».

Ce point de vue est partagé par le procureur adjoint de Penza, M. Teplov, qui confirme également que les liens qu'entretenait Salikov avec le milieu étaient connus par les forces de police et de justice. Selon son épouse, Salikov aurait appris, peu avant sa mort, que certains membres de son groupe mafieux avaient été assassinés à Saransk et s'était mis à craindre pour sa vie. Les douilles retrouvées sur les lieux du crime correspondent à celles retrouvées lors des assassinats de Saransk. Salikov aurait même porté une arme de poing les jours précédant son meurtre afin de se protéger.

Passage à tabac d'Alexandre Kizlov

Ancien correspondant du quotidien de Moscou *Izvestia*, fondateur de plusieurs journaux d'opposition dans la région, Alexandre Kizlov, 54 ans, se considère aujourd'hui comme un homme politique, une personnalité de la vie publique régionale. A la fois proche des médias du maire, ou de l'opposition communiste, il est également le responsable d'un mouvement civil appelé « Rossia » qui a apporté son soutien à plusieurs candidats - malheureux - au poste de gouverneur. Ses sympathisants l'ont baptisé « l'homme adrénaline » alors que ses détracteurs le considèrent comme un « provocateur professionnel », voire une « girouette politique ».

Victime d'une violente agression devant son domicile le 25 septembre, Alexandre Kizlov était toujours hospitalisé lors du passage de l'enquêteur de Reporters sans frontières et des représentants du FDG à Penza. Il a une commotion cérébrale, plusieurs points de suture sur le visage et une jambe cassée. Malgré l'ouverture d'une enquête pour « coups et blessures », les responsables de cette attaque n'ont toujours pas été arrêtés.

Alexandre Kizlov exclut fermement la version crapuleuse : il avait sur lui une forte somme d'argent, un téléphone mobile et une veste en cuir qui « n'ont pas été touchés ». « On voulait me faire du mal, me punir. » Pourquoi ? Kizlov estime que le conflit qui l'oppose depuis plusieurs années au gouverneur Botchkarev et le soutien apporté à son opposant Ilioukhine lors de la dernière campagne électorale sont les causes de cette agression. Pour ses opposants, la raison en est bien différente : Alexandre Kizlov n'aurait toujours pas remboursé de fortes sommes d'argent perçues lors de la campagne électorale. Ses amis politiques, tels les journalistes de l'hebdomadaire *Lioubimy Gorod*, proche du Parti communiste, ont dénoncé quant à eux l'agression d'un des « leaders de l'opposition au gouverneur » rappelant la similitude de la technique utilisée par ses assaillants et ceux qui ont fait irruption dans leurs propres locaux... Deux hommes, jeunes et sportifs, utilisant des techniques de combat de professionnels et qui opèrent en silence : pas d'explications, d'avertissements ou de menaces, juste des coups, précis et efficaces...

Raid punitif dans les locaux de *Lioubimy Gorod*

Situés dans le sous-sol d'un immeuble en plein centre-ville, à quelques mètres de la rue piétonne de Penza, les locaux de l'hebdomadaire *Lioubimy Gorod* ont fait l'objet, le 11 septembre 2002 au soir, d'une véritable expédition punitive. Deux individus y ont fait irruption en cherchant à localiser le rédacteur en chef du journal, Anton Charonov. violemment frappé au visage, ce dernier a perdu connaissance. Par la suite, le jeune homme (23 ans) a été conduit aux urgences où on lui a fait plusieurs points de suture au visage. Ses cinq collaborateurs, dont deux jeunes femmes, qui tentaient de téléphoner à la police, ont été frappés à tour de rôle par les assaillants. « Les agresseurs agissaient sur commande. On a dû leur donner notre adresse et ma photo avec consigne de me passer à tabac », explique Charonov. Les deux hommes s'étaient présentés le matin à la rédaction du journal déclarant qu'ils voulaient rencontrer le rédacteur en chef.

A la fois proche du Parti communiste et sympathisant du maire de Penza, le jeune Charonov estime que cette agression est un avertissement - ou une punition - pour un certain nombre d'enquêtes publiées dans le journal dénonçant pêle-mêle des cas de corruption dans

l'entourage du gouverneur, ou la vente de blé à des tarifs préférentiels par la région à des entreprises de fabrication de vodka contrôlées par des groupes mafieux...

La presse proche du gouverneur a estimé dans un premier temps, notamment par la voix de *MK v Penze*, que les journalistes de *Lioubimy Gorod* s'étaient « bagarrés entre eux » avant de révéler qu'ils auraient pu être passés à tabac par des gardes du corps de leur ancien patron, le candidat malheureux au poste de gouverneur Victor Ilioukhine...

Sur plainte d'Anton Charonov, une enquête préliminaire a été ouverte par le parquet de la ville puis close pour « absence de mobile et de suspects ». Suite à l'intervention du FDG de Moscou auprès du parquet général, la plainte a de nouveau été examinée par les autorités judiciaires de Penza qui ont finalement ouvert une enquête criminelle. Aucun suspect, ni témoin n'ont été à ce jour retrouvés ou interrogés.

Les cas de Chamaïev et de Frolov

Selon les informations diffusées par FDG et Reporters sans frontières, le 14 septembre, Victor Chamaïev, collaborateur de *Penzenskaïa Pravda*, le journal du gouverneur, aurait été enlevé dans des circonstances rocambolesques par des inconnus, longuement maltraité puis sommé de quitter la ville avant d'être relâché. Son cas, ainsi que celui de Youri Frolov, vice-président de l'entreprise éditrice de *MK v Penze*, qui aurait subi le même traitement début septembre, soulèvent un certain nombre de questions qui font douter de la bonne foi des victimes. Chamaïev et Frolov appartiennent tous deux à des publications qui ne cachent pas leur soutien au gouverneur de la région et qui ont immédiatement alerté leurs lecteurs sur ces incidents qui s'inscriraient dans une logique de répression et de vengeance contre les médias du gouverneur. Pourtant, lors de nos entretiens avec les responsables de *Penzenskaïa Pravda* et *MK v Penze*, ces derniers n'ont pas défendu avec beaucoup de conviction ces affaires. En effet, Victor Chamaïev, ancien policier de son état, a retiré lui-même fin septembre la plainte qu'il avait déposée au commissariat de la ville. Selon son épouse, il serait rentré la nuit après son « enlèvement » sentant fortement la vodka et se serait immédiatement couché. Selon les déclarations faites à la police par son rédacteur en chef, Evgueni Gousseinov, il « aurait inventé toute cette histoire d'enlèvement pour justifier son absence au travail suite à une consommation excessive d'alcool ». Interrogé par Reporters sans frontières et FDG, M. Gousseinov a confirmé que son journaliste avait pris depuis un

congé afin de se remettre de ces événements. Rencontré également, dès son retour de vacances, par les représentants de Reporters sans frontières et FDG, M. Chamaïev a répété sa version des faits, sans pour autant convaincre.

En revanche, les représentants de FDG et Reporters sans frontières n'ont pas pu rencontrer Youri Frolov qui se trouvait lui aussi en vacances... Le rédacteur en chef de *MK v Penze*, Maxime Aioutchatov, pourtant si prompt à défendre le cas de Salikov, ne semble pas accorder une trop grande importance aux mésaventures de Frolov. Ce dernier avait pourtant affirmé à ses collègues que (sans jamais préciser le jour) « début septembre, deux inconnus l'avaient abordé, conduit de force dans un véhicule avant de lui demander de révéler les sources des articles mettant en cause le maire de la ville » publiés par *MK v Penze*. Interrogé par des représentants du parquet et de la police, Frolov a confirmé ces faits tout en refusant de porter plainte.

Le mutisme des autorités

Les représentants de FDG et de Reporters sans frontières ont pu, lors de leur séjour à Penza, rencontrer le maire de la ville, Alexandre Kalachnikov, un adjoint du gouverneur, Sergueï Egorov et l'inspecteur fédéral, Vladimir Fomine. Jusqu'à l'arrivée des représentants des deux organisations de défense de la liberté de la presse, aucune de ces institutions n'avait d'une manière ou d'une autre pris position ou commenté les événements survenus à Penza dans le domaine des médias au mois de septembre. Le maire et le représentant du gouverneur se sont mutuellement renvoyé la balle quant à cette détérioration des conditions de travail des journalistes. L'inspecteur fédéral a assuré les représentants de FDG et de Reporters sans frontières qu'il avait la situation « sous contrôle », sans pour autant donner de précisions sur le travail des forces de police et de justice dans la région, comme celles du FSB, les services secrets, pour mettre fin à ces exactions. Il est pourtant censé coordonner leurs actions et, éventuellement, faire appel à des représentants fédéraux de ces institutions en cas de manquement à leurs devoirs.

Suite à l'appel du président du FDG, Alexeï Simonov, au procureur général de Russie, M. Oustinov, le parquet général s'est immédiatement adressé à ses confrères de Penza afin de demander des explications sur ces différentes affaires. Le vice-procureur Teplov, de Penza, a répondu dans une longue lettre détaillant tous ces cas, dont Reporters sans frontières a obtenu

une copie. Il assure que tous ces cas sont traités « dans les règles de l'art » et s'engage à prendre des sanctions administratives pour la seule affaire où ses collègues auraient failli à leur devoir : la non-ouverture d'une enquête criminelle sur le cas d'Anton Charonov (*Lioubimy Gorod*). Le magistrat reconnaît néanmoins que, à ce jour, aucune avancée ne peut être signalée dans ces affaires.

Conclusion

L'exemple de Penza démontre la dépendance des médias locaux vis-à-vis des représentants du pouvoir, qu'il soit municipal (maire) ou régional (gouverneur) dans les régions russes. Les représentants des médias proches du maire ont reçu la mission de Reporters sans frontières et du FDG dans leurs vastes locaux situés dans la mairie même de la ville. Ceux proches du gouverneur possèdent le plus vaste réseau de distribution dans la région, celui de *Penzenskaïa Pravda*. Certains des journalistes y travaillant ont fait leurs classes comme adjoints ou porte-parole du gouverneur. Quant à *MK v Penze*, filiale de l'édition moscovite du très populaire *Moskovski Komsomolets*, sa rédaction semble avoir changé plusieurs fois d'orientation politique, passant du camp du maire dans celui du gouverneur, au gré des subventions au fort parfum de pots-de-vin.

Une flambée de violence bien réelle a eu lieu contre la presse à Penza. Le cas de *Lioubimy Gorod*, dont cinq journalistes ont été victimes de représailles dans les locaux même du journal, en est l'illustration la plus flagrante. L'absence de sources indépendantes et non partisans a rendu l'appréciation très difficile dans les autres cas : Alexandre Kizlov a bien été victime d'une agression très violente, mais il est difficile de dire aujourd'hui si elle a été motivée par son ancien travail de journaliste ou son activité d'opposant politique. Igor Salikov a été victime d'un meurtre commandité et il a bien été employé dans un média local. Mais en qualité de représentant du milieu mafieux, dans le seul but de protéger le journal contre les assauts et le racket exercés par ses « collègues ». Reporters sans frontières est également en droit de douter des cas de Frolov et de Chamaïev qui semblent « fabriqués » comme pour équilibrer la balance de la répression, entre médias du maire et médias du gouverneur...

Lors de la conférence de presse réunissant les journalistes locaux, les représentants de FDG et de Reporters sans frontières se sont engagés à suivre l'évolution de tous ces cas au niveau

régional et de faire appel une fois encore, si les deux organisations le jugent nécessaire, au parquet général de Russie pour mettre au clair ces affaires. Déplorant le manque d'objectivité des médias et l'absence de solidarité entre journalistes de différents bords politiques, les deux organisations se sont également engagées à réfléchir sur l'établissement d'un réseau d'information régional qui aurait notamment pour but de rendre compte de façon indépendante des violations de la liberté de la presse.